

Relations industrielles Industrial Relations



MARCY, G. Robinot — *La C.G.T., Force Ouvrière* dans *Revue de l'Action Populaire*, janvier 1954, pp. 49-64.

Volume 9, numéro 3, juin 1954

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1022887ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1022887ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département des relations industrielles de l'Université Laval

ISSN

0034-379X (imprimé)

1703-8138 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

(1954). Compte rendu de [MARCY, G. Robinot — *La C.G.T., Force Ouvrière* dans *Revue de l'Action Populaire*, janvier 1954, pp. 49-64.] *Relations industrielles / Industrial Relations*, 9(3), 304–304. <https://doi.org/10.7202/1022887ar>

Tous droits réservés © Département des relations industrielles de l'Université Laval, 1954

Cet article est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

est en faveur d'une délimitation des fonctions quand cela est possible, il démontre qu'elle peut être impossible dans la plupart des cas. Le chômage lui-même ne saurait être de juridiction strictement fédérale. Le professeur Lamonfagne n'est ni à priori autonomiste, ni à priori centralisateur. Il est « fonctionnaliste ». Si nous voulons éviter une plus grande centralisation et un changement radical de la Constitution, il faudra que chaque unité de gouvernement contribue d'une façon éclairée et dans la mesure de ses pouvoirs à la solution conjointe des problèmes qui confrontent aujourd'hui le citoyen canadien.

L'auteur réfute ceux qui veulent plaquer le débat uniquement sur le plan nationaliste. Il établit que les Canadiens français se sont toujours cherché des boucs émissaires sur qui jeter le blâme de leurs insuccès. Ces boucs émissaires ont été successivement les Anglais, les Juifs et finalement le gouvernement d'Ottawa. Il est temps que nous envisagions « notre question nationale » sous son angle positif, qui est l'enrichissement et le rayonnement de la culture française au Canada et que surtout nous prenions conscience des réalités économiques et sociales de notre pays.

Ceux qui ont franchement à cœur d'être informés sur la nature des problèmes politiques qui se posent aujourd'hui au Canada trouveront dans ce volume une abondante matière à réflexion. L'auteur lui-même en a dit que c'était une invitation à la réflexion en même temps qu'un plaidoyer pour la compréhension. Nous le recommandons spécialement aux chefs d'entreprises et de mouvements ouvriers comme étant le travail le plus important publié depuis longtemps sur la question constitutionnelle.

YVES DUBÉ

MAITRON, JEAN, *Le Syndicalisme révolutionnaire* Paul Delesalle, 1 vol. 174 p. Editions Ouvrières, 1019, rue St-Denis, Montréal, prix: \$2.50.

Cet ouvrage est la biographie d'un homme qui a incarné une forme de syndicalisme qui, en France, à une époque eut un certain retentissement: le syndicalisme révolutionnaire. Bien qu'en raison de nos principes, il nous soit im-

possible d'accepter et la doctrine et la technique d'action de Paul Delesalle, le personnage, comme homme, vaut la peine d'être connu et mérite d'être apprécié pour sa sincérité. Nous conseillons d'une manière spéciale la lecture de cet ouvrage aux observateurs superficiels de la réalité syndicale. Ils y apprendront beaucoup de choses dont la moindre n'est pas de distinguer entre le véritable syndicalisme révolutionnaire et le syndicalisme que l'on rencontre en notre pays. Ils constateront encore que le syndicalisme révolutionnaire authentique rejetait toute action politique. Enfin, d'une façon indirecte, ils y verront pourquoi les circonstances historiques n'ont pas laissé aux catholiques de France d'autre issue que de créer un syndicalisme chrétien. Cet ouvrage est, en somme, un chapitre de la grande histoire du mouvement ouvrier.

GÉRARD DION

MARCY, G. ROBINOT — *La C.G.T., Force Ouvrière* dans *Revue de l'Action Populaire*, janvier 1954, pp. 49-64.

Excellent article dans lequel l'auteur retrace l'évolution de la C.G.T. — F.O. depuis sa naissance jusqu'à nos jours.

PHELPS, ORME W. — *Community Recognition of Union Leaders* — *Industrial and Labor Relations Review*, Volume 7, Number 3, April 1954, pp. 419-434. Issued quarterly by New York State School of Industrial and Labor Relations at Cornell University, Ithaca, New York, \$5.00 a year — \$1.50 a copy.

Le professeur Phelps enseigne les relations du travail au Claremont Men's College (U.S.A.). Il a écrit son article alors qu'il était boursier du Social Science Research Council et du Twentieth Century Fund. Est-ce que les chefs ouvriers américains possèdent un statut social en accord avec leur autorité et leur responsabilité? Telle est la question à laquelle l'auteur veut répondre. A cette fin, il examine successivement de quelle façon sont récompensés les chefs ouvriers au point de vue salaires et par rapport aux titres honorifiques qui leur sont conférés. Trouve-t-on plusieurs des 350 chefs ouvriers améri-